

La trésorerie d'Evisa fermée pour restriction budgétaire

L'administration a fait part d'une préparation clandestine", déclare Jean-Claude Vesperini, responsable Force Ouvrière de la direction départementale des finances publiques.

Cette préparation, est celle de la fermeture de la trésorerie de proximité d'Evisa qui regroupe actuellement neuf communes et la collectivité de communes des Deux-Sevi. Indispensable en milieu rural, cette structure permet aux usagers de faire leur déclaration de revenus ainsi que d'effectuer le calcul et le paiement de leurs impôts. Mais elle est aussi très utile aux élus de commune notamment en ce qui concerne les recettes de ces dernières.

Fait accompli

Ce sont ces élus qui réclament aujourd'hui des explications à la suite de la décision gouvernementale. "L'administration a mis les élus devant le fait accompli. Les décisions avaient déjà été prises en amont alors



Le syndicat Force Ouvrière hier matin en conférence de presse pour dénoncer les conditions de fermeture de la trésorerie d'Evisa / PHOTO JPB

que les élus auraient dû être les premières personnes averties. La fermeture de la trésorerie d'Evisa entre dans le projet politique national et local d'adaptation du réseau des finances publiques qui envisage la fermeture de structures dans le but de réduire des dépenses publiques", indique Jean-Claude Vesperini.

Pour signifier leur désaccord,

les élus de la communauté de communes des Deux-Sevi ont adopté, à l'unanimité, le 29 juin dernier, une motion. Tous considèrent que "le maintien du centre des finances publiques constitue un enjeu indispensable pour le soutien aux économies locales et la cohésion sociale, le bureau marque son opposition à la fermeture du centre des finances publiques".

Vers un regroupement des services

Selon Force Ouvrière, la direction régionale des finances publiques aurait obtenu l'accord du préfet et de la direction générale des finances publiques de fusionner les postes d'Evisa et de Vico. Décision qui devrait prendre effet dès le 1^{er} janvier 2016 dans des locaux situés à Sagone.

"À la place d'un aménagement de territoire, l'État s'engage dans un déménagement de territoire. Dans tout le département nous assistons à un regroupement des services. C'est inacceptable à tout point de vue. L'État se désengage dans les zones rurales", martèle Jean-Claude Vesperini.

Un rendez-vous avec le préfet est prévu pour le 23 juillet. Mais si rien ne change, Force ouvrière indique déjà qu'elle ira plus loin en appelant notamment à la grève.

Audrey ALTIMARE